

## Crimes au sein de la famille humaine

### Botswana

#### SILENCE, ON PERSÉCUTE LES BUSHMEN !

Un membre de la communauté Bushman de la Réserve naturelle du Kalahari central au Botswana a été victime d'agression de la part de membres de la police paramilitaire (SSG). Ce dernier a été battu à coups de crosse et menacé d'une arme à feu, au motif d'avoir détenu illégalement de la viande de gibier.

Les Bushmen, premiers habitants de l'Afrique Australe, expulsés de force de leurs terres, voient peu à peu leurs traditions s'éteindre.

Mogolodi Moeti, Bushman et défenseur des droits des Bushmen, a été agressé à son domicile, dans le camp de relocalisation de New Xade, par des membres de la police paramilitaire (SSG).

Après une fouille minutieuse, les membres de la SSG n'ont rien trouvé chez lui. Ce qui n'a pas empêché la SSG de l'amener dans un endroit inconnu pour ensuite le libérer sans relever de charges contre lui. Alertée, la police locale s'est saisie de cette affaire et procède actuellement à une enquête.

Cet incident est le dernier d'une longue série de violences perpétrées par des policiers et des employés municipaux à l'encontre des Bushmen.

Les Bushmen, une ethnie de 5 000 âmes, présents en Namibie, en Afrique du Sud et en Angola, sont les premiers habitants de l'Afrique Australe. Ceux de la Réserve naturelle du Kalahari central ont été chassés par le gouvernement en 2002. Suite à deux autres vagues d'expulsions forcées en 1997 et 2005, les Bushmen ont été déportés de leur terre ancestrale vers des camps de

concentration. Les Bushmen les décrivent comme des « lieux de mort ». [...] Ils accusent le gouvernement botswanaïse de les avoir déplacés pour pouvoir exploiter une zone diamantifère, l'une des plus importantes au monde. Des allégations dont le gouvernement se défend.

(Web: <http://www.afrik.com/botswana-silence-on-persecute-les-bushmen> , 27/01/2014)

### Sri-Lanka

#### DES FAMILLES EXPULSÉES EN TOUTE IMPUNITÉ

« Après avoir été chassées de leurs villages, les populations se retrouvent sans abri et sans aucune source de revenu », a déclaré le Vénérable Chandrarathana Théro, du temple de Paanama.

Plus de 350 familles de pêcheurs et de paysan-ne-s du district d'Ampara, sur la côte Est du Sri-Lanka, tentent de récupérer les terres ancestrales et les villages qui leur ont été arbitrairement confisqués par l'armée. La raison ? Un projet d'établissement d'un camp militaire et la construction d'un complexe touristique hôtelier. [...]

Cet accaparement de terres a commencé le 17 juillet 2010, lorsque 150 familles des villages de Ragamwela et Shastrawela, ont été violemment chassées de leur maison par des hommes armés. Ils ont attaqué les villages, brûlé les maisons et menacé les villageois-e-s afin de les dissuader de revenir. Des unités de l'armée ont dans la foulée clôturé près de 500 hectares de terres agricoles et forestières, empêchant les villageois-e-s, cinghalais-e-s et tamoules, d'y accéder et de les cultiver.

[...] Le but de cette spoliation, d'après l'armée, serait d'établir une

base militaire. Mais les populations locales ont observé que la construction d'infrastructures vraisemblablement touristiques a commencé sur leurs terres ancestrales. Ce projet serait lié à la Stratégie de développement du Tourisme au Sri Lanka, mise en place par le gouvernement de Colombo, avec le soutien financier de la Banque mondiale. Depuis le tsunami de 2004 et la fin de la guerre civile en 2009, le gouvernement mise sur le tourisme pour soutenir la croissance économique. Mais ces investissements touristiques s'accompagnent de nombreux cas d'accaparements de terres et de côtes, qui privent des milliers de familles de leurs moyens de subsistance. [...] Il est urgent de demander au gouvernement sri-lankais de reconnaître la propriété et l'utilisation légitimes des terres ancestrales aux 350 familles expulsées de Paanama et de protéger ainsi leur droit à l'alimentation.

(Web: <http://www.peuples-solidaires.org/sri-lankalarmee-chasse-des-familles-de-leurs-terres-au-profit-des-touristes/> 25/04 2014)

## ONU

### METTRE FIN A LA VIOLENCE SEXUELLE

Lors du lancement d'une campagne vidéo pour mettre fin à la violence sexuelle et promouvoir l'égalité des sexes, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a souligné qu'il était temps de passer à l'action pour éliminer ce fléau qui nuit à des millions de femmes et de filles dans le monde [...] en présence de sa Représentante spéciale sur la violence sexuelle dans les conflits, Zainab Hawa Bangura, et de la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka.

Le Secrétaire général a notamment réitéré sa condamnation des récentes attaques contre des femmes dans le monde. « *J'étais particulièrement consterné par le viol brutal et l'assassinat de deux adolescentes en Inde, qui étaient sorties à la recherche de toilettes puisqu'elles*

*n'en disposaient pas chez elles* », a-t-il dit.

« *La violence contre les femmes relève de questions de paix et de sécurité. C'est une question de droits de l'homme et c'est une question de développement* », a-t-il affirmé en rendant hommage au docteur Denis Mukwege, un gynécologue congolais qui est spécialiste des soins aux femmes victimes de viol. « *Le Dr. Mukwege dit que la violence sexuelle continue à cause de l'indifférence, puisque c'est un crime qui arrive aux autres* », a déclaré M. Ban. « *Mais en vérité, cela nous arrive à nous, puisque nous sommes tous membres de la famille humaine, comme dit le Dr. Mukwege* ».

(Web: <http://www.un.org/apps/news/fr/storyF.asp?NewsID=32709#.U5BEiHYI69h>,

NewsID=32709#.U5BEiHYI69h,

Centre d'actualité de l'ONU, 03/06/2014)

## Indonésie

### ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES PAUVRES

L'assistance juridique et l'accès à l'information sont deux des services essentiels offerts par le projet d'habilitation juridique et d'aide aux défavorisés (*Legal Empowerment and Assistance of the Disadvantaged, LEAD*) en Indonésie, conçu pour aider à rendre l'accès à la justice une réalité au niveau communautaire. En mettant l'accent sur l'accès aux services juridiques, la sensibilisation à la législation et aux droits de l'homme et le développement des capacités juridiques, cette initiative conjointe du PNUD et de l'Agence de Planification du Développement National (BAPPENAS) aborde le défi sous les deux axes suivants : le renforcement des capacités de la société civile et des communautés à comprendre et revendiquer leurs droits, puis la création de canaux d'engagement constructifs entre le gouvernement et la société civile.[...] En tant que femme dans le village de Kailia, Lia explique : « *Quand nous aurons nos propres maisons ..., quand nos enfants pourront bénéficier d'une éducation adéquate, que nous pourrons*

*vivre en sécurité et quiétude et que nous aurons de quoi manger tous les jours, alors nous pourrions parler de justice. »*

En collaboration avec d'autres agences des Nations Unies, la Banque mondiale et diverses associations, le PNUD a aidé BAPPENAS à rédiger la Stratégie nationale pour l'accès à la justice. Cette stratégie, qui met l'accent sur les groupes les plus défavorisés et marginalisés de la société, considère

l'accès à la justice pour les pauvres comme une étape essentielle sur la voie de l'éradication de la pauvreté et recommande que les politiques gouvernementales dans tous les secteurs soient explicitement conçues de manière à atteindre les personnes et les communautés les plus vulnérables.

(Web:[http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/democraticgovernance/projects\\_and\\_initiatives/access\\_to\\_justiceforthe poorinindonesia/](http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/democraticgovernance/projects_and_initiatives/access_to_justiceforthe poorinindonesia/) )